

L'aide du HCR est indispensable pour les rapatriés burundais

@rib News, 18/06/2009 UNHCR - 17 juin 2009 - L'aide du HCR est indispensable pour les rapatriés burundais RUMONGE, Burundi, 17 juin (HCR) – Depuis plus de trente ans, Yared Karadongeye n'avait de rentrer dans son Burundi natal. Cependant, quand il a finalement réussi à rentrer chez lui à partir de la Tanzanie voisine l'année dernière, la situation était différente de celle qu'il avait imaginée. « Je me demande où je serais aujourd'hui si je n'avais pas reçu d'aide du HCR », a récemment expliqué l'homme âgé de 65 ans devant sa maison nouvellement construite à l'extérieur de la petite ville de Rumonge au sud du Burundi. Il a haussé les épaules. « Peut-être que je ne serais pas vivant ». Le récit d'exil et de retour de Yared a commencé en 1972 quand une campagne militaire a provoqué une vague de massacres ethniques à travers le sud de sa petite nation d'Afrique centrale. « Nous sommes partis quand nous avons entendu qu'un groupe de personnes nous recherchait. Ils voulaient nous emmener vers un pont tout près, pour nous tuer comme tous les autres », a-t-il rappelé. Il se souvient nettement d'avoir couru en évitant un à un les corps qui jonchaient les rues avant de se cacher dans une forêt. Yared et sa famille ont aussi atteint les rives du lac Tanganyika où ils ont échangé leurs derniers francs burundais contre une traversée en bateau vers la Tanzanie au sud. En Tanzanie, la famille s'est installée dans l'un des trois principaux sites créés par le HCR. Ils y sont restés, avec l'aide de l'agence pour les réfugiés, jusqu'au milieu des années 1980. Ensuite la famille de Yared a aussi subi ses propres moyens en cultivant un petit lopin de terre. Pendant toutes ses années d'exil, Yared n'arrivait pas à se faire à une chose : « Les gens nous appelaient toujours 'les réfugiés'. Je me sentais mal à cause de cela et c'est ce qui faisait toute la différence », a-t-il affirmé. De nombreux réfugiés prétendaient que leur statut restreignait leur liberté de mouvement. « C'était l'étiquette réfugiés qui me blessait », a-t-il dit. Malgré les souvenirs de ce qui l'avait conduit à fuir le Burundi, il attendait impatiemment de rentrer chez lui. Il y a une dizaine d'années, la sécurité a commencé à s'améliorer au Burundi et en 2008 Yared, désormais veuf, a profité d'un programme d'aide du HCR pour rentrer chez lui avec deux de ses enfants adultes dont sa fille de 18 ans qui vit encore avec lui. « Le HCR a organisé le transport en camion pour nous accompagner jusqu'à chez nous : cela nous a beaucoup aidés », a-t-il expliqué. Le voyage a duré deux jours. De nombreux réfugiés voyageaient avec du bétail. De retour au Burundi, le HCR a fourni des moustiquaires pour les protéger contre le paludisme qui est très répandu le long des rives du lac Tanganyika ainsi que des bâches en plastique pour les protéger de la pluie. « Quand nous sommes arrivés chez nous, quelqu'un d'autre avait occupé les terres de ma famille. Cet homme n'avait même pas construit de maison sur ce terrain parce qu'il habitait encore dans une autre maison ». Yared est allé voir la Commission nationale du Burundi pour les terres et les biens, un organe gouvernemental mis en place avec l'aide du HCR et du Fonds des Nations Unies pour la paix. Il a rapidement reçu un certificat lui permettant de récupérer ses terres. Mais plutôt que de récupérer ses terres, Yared s'est vite retrouvé confronté à des policiers qui l'ont emmené et enfermé. « Je leur ai montré les documents que j'avais mais ils n'y ont pas fait attention. Je pense qu'il avait reçu un pot-de-vin de la personne qui occupait mes terres », a déclaré Yared. Jean Buregeya, un surveillant local pour les rapatriés, a entendu parler de cette affaire et a obtenu sa libération. « J'ai parlé au commissaire de police et j'ai vite vu que l'affaire était dénuée de tout fondement », a affirmé Jean Buregeya, qui travaille avec la ligue locale de l'organisation Iteka dans le cadre d'un projet de surveillance financé par le HCR. « Je pouvais repartir avec Yared ». Yared était particulièrement reconnaissant d'entendre que la famille de son fils et lui-même recevraient tous deux des plaques en fer et d'autres matériaux de construction dans le cadre d'un programme d'abri d'urgence du HCR. Les deux maisons se tiennent désormais près d'un petit lopin de terre où les deux familles ont planté du manioc. Le fils de Yared a récemment ouvert un petit café dans les environs. « Avoir une maison solide et être chez soi, c'est pour moi ce qui fait la plus grande différence. Quand je me suis installé ici, j'ai eu un sentiment de paix et de bonheur. Malgré tout ce que j'ai vécu et vu – j'étais enfin chez moi ». Depuis 2002, quelque 490 000 Burundais sont rentrés chez eux avec l'aide du HCR. Les surveillants pour les rapatriés financés par le HCR ont rendu visite à plus de 14 000 familles l'année dernière et ils interviennent souvent pour assurer la protection et le traitement adéquat des rapatriés. Deux partenaires non gouvernementaux du HCR et la Commission nationale du Burundi pour les terres et les biens ont contribué à la résolution pacifique de plusieurs milliers de conflits fonciers. En outre, dans le cadre de son programme d'abri, le HCR a fourni des matériaux de construction à près de 90 000 familles. Par Andreas Kirchhof à Rumonge, Burundi